



Trumpet/Getty Images/iStockphoto

L'administration Obama VS la Constitution américaine

La nouvelle obligation des services de soins initiée par le gouvernement est un assaut stupéfiant contre la Constitution, contre la liberté religieuse, contre la conscience et contre la vie.

- Joel Hilliker
- [01/03/2012](#)

L'administration Obama s'acharne contre la liberté religieuse de l'Amérique. Elle a délibérément choisi de combattre les Américains religieux et l'Église catholique en particulier, par une action qui devrait alarmer les Américains de toutes confessions.

Le président a rendu obligatoire le fait que les employeurs fournissent une couverture maladie à tous les employés. Maintenant, il exige également que cette couverture inclue la régulation des naissances : la stérilisation gratuite, et l'accès à tous les contraceptifs approuvés par le ministère de la Santé, y compris ceux qui induisent des avortements. Bien entendu, les doctrines catholiques interdisent toutes ces pratiques, et même beaucoup de non-catholiques s'opposent de la même façon à l'avortement, y compris à la « pilule du lendemain », pour des raisons religieuses.

Le gouvernement n'en a cure. Peu importe à quel point les dirigeants religieux sont troublés, et dont la conscience est violée, ou les croyances piétinées. Le président a réglé la question : les substances induisant l'avortement sont un droit pour toutes les femmes—même si Dieu Lui-même n'est pas d'accord.

Attaquer la liberté religieuse

Quand le ministère de la Santé a publié cette proposition, en août dernier, les dirigeants catholiques étaient de ceux qui ont élevé une objection avec le plus d'énergie, la qualifiant d'« attaque sans précédent contre la liberté religieuse ». Les tentatives faites pour arrêter la loi ont échoué, et, en janvier, la secrétaire du ministère de la Santé, Kathleen Sebelius, a annoncé que la loi entrerait en vigueur en août. Elle a fait une concession bizarre et sans signification : il est accordé aux organisations religieuses affiliées comme les hôpitaux et les universités une année supplémentaire pour « s'adapter » au changement. Elles n'auront pas à trahir leurs convictions jusqu'en août 2013.

D'une manière prévisible, les gens ont été outragés de ce que les Américains vont être forcés de payer pour des choses auxquelles ils s'opposent moralement. L'administration savait que cela arriverait, et le président Obama « a reculé », ce qui était sûrement prévu. Censément pour apaiser ceux qui avaient des objections religieuses, il a annoncé, à la mi-février, « une solution qui convient à chacun ».

Ce qui « convient à chacun » ne doit pas freiner la demande d'abortifs, de stérilisations et de contraceptifs gratuits dans tous les plans d'assurance-maladie rendus obligatoires sur le plan fédéral. « Conformément à la loi, les femmes auront toujours accès aux soins préventifs gratuits qui incluent les services de contraception—peu importe où elles travaillent. Afin que le principe fondamental demeure », a expliqué le président. « Mais si l'employeur d'une femme est une œuvre de charité ou un

hôpital qui ont une objection religieuse à fournir des services liés à la contraception, alors que cela fait partie de leur plan de santé, la *compagnie d'assurance*—pas l'hôpital ni l'œuvre de charité—sera contrainte de s'exécuter et d'offrir gratuitement des soins de contraception à la femme, sans paiement effectué par une tierce personne et sans histoire » .

Ainsi, les avortements provoqués « gratuits » sont toujours ordonnés par la loi, mais la société d'assurance doit les payer, et ne peut *explicitement* facturer l'employeur. Très probablement elle récupérera le coût simplement en faisant payer à l'employeur des primes plus hautes. Et l'employeur sera toujours obligé de fournir le libre accès à un service qu'il considère comme un *péché*. Le président n'a pas essayé « d'accommoder » la liberté religieuse ; il s'est, plutôt, montré complètement intolérant vis-à-vis des différences d'opinion.

Il n'y a pas d'exception pour les compagnies d'assurance religieuse, les employeurs religieux qui s'assurent par eux-mêmes, les employeurs ayant des entreprises à but non lucratif qui soient des employeurs religieux, ou des employeurs non-religieux (comme les propriétaires d'un petit commerce qui ont des convictions personnelles). Tout Américain qui ne voudra tout simplement pas que son argent paie pour que quelqu'un d'autre se fasse stériliser ou se fasse avorter payera de fortes amendes pour obéir à sa conscience plutôt qu'à la loi.

Ce n'est pas que moralement mauvais, c'est *constitutionnellement* mauvais.

Diriger le gouvernement

Ce président est hostile à l'intention originale de la Constitution des États-Unis, et ce n'est que l'exemple le plus récent. Le premier Amendement garantit qu'aucune loi n'interdise le libre exercice de sa religion par un Américain. Mais dans la vue du président, le droit d'une femme d'avoir des rapports sexuels purement physiques, et de bénéficier du libre accès à la prévention ou à l'interruption d'une grossesse, l'emporte sur le droit constitutionnel d'agir selon ses croyances religieuses.

Les pères fondateurs avaient un tel abus de pouvoir à l'esprit quand ils *ont écrit* la Constitution—un document qui subit maintenant presque le même traitement dédaigneux, et infiniment subjectif, que la Bible elle-même.

La vue libérale, c'est que la nature humaine est fondamentalement bonne, et devrait avoir de la place pour s'épanouir. La vue réaliste—et biblique—c'est que la nature humaine est fondamentalement mauvaise et doit être consciencieusement dirigée. Heureusement, les décideurs ont pris la dernière vue. C'est une grande partie de la raison pour laquelle le système de gouvernement qu'ils ont créé, quoique imparfait, a tenu plus de deux siècles et a fait beaucoup pour garantir le succès des États-Unis d'Amérique et de leur peuple.

Les fondateurs se sont rendu compte que le gouvernement est nécessaire pour maîtriser les maux de la nature humaine dans la société. Ils ont également reconnu—ayant eux-mêmes combattu et versé du sang pour se libérer d'un tyran—que des limites fermes sur le pouvoir sont nécessaires pour maîtriser les maux de la nature humaine *à l'intérieur du gouvernement*.

Comme James Madison l'a écrit dans *Federalist 51* : « Si les hommes étaient des anges, aucun gouvernement ne serait nécessaire. Si les anges devaient diriger des hommes, aucun contrôle externe ni interne sur le gouvernement ne serait nécessaire » .

Dans la Constitution, les fondateurs américains ont établi un système qui, avec succès, *dirige le gouvernement*.

Les moyens fondamentaux par lesquels la Constitution accomplit cela sont *la représentation, la séparation des pouvoirs et un gouvernement limité*. Le premier de ces moyens met le pouvoir ultime entre les mains des électeurs. Le second se trouve dans les contrôles et les équilibres que les fondateurs ont créés par l'interaction entre trois branches de gouvernement. Le troisième vient sous la forme de pouvoirs énumérés. Par exemple, l'Article I, Section 8 de la Constitution décrit les devoirs du Congrès. Si un devoir n'est pas inscrit, le Congrès ne peut intervenir. Et le chef du gouvernement—à la différence d'un monarque—est élu et effectue ses devoirs constitutionnels pendant quatre ans, et peut être écarté à cette échéance, si cela n'a pas été fait auparavant.

Souvenez-vous, ces restrictions fondamentales sont nées d'une compréhension réaliste de la nature humaine. Mais en ce moment, ces contraintes sont attaquées.

Attaquer la Constitution

Lors de sa prise de fonction, le président doit solennellement promettre que, au mieux de sa capacité, il « préservera, protégera et défendra la Constitution des États-Unis » . Cela est exigé par la Constitution qui dit, également, que « les sénateurs et les députés, et tous les dirigeants et les représentants judiciaires ... seront liés par serment ou assermentation à soutenir cette Constitution » .

Bien trop de ces dirigeants ont prêté ce serment—et ont, ensuite, fait l'opposé ! Le président actuel, au mieux de sa capacité, a *entaché, ignoré et sapé* ce document fondateur !

Les dirigeants les plus puissants de l'Amérique sont, aujourd'hui, *fondamentalement en désaccord* avec la charte qu'ils sont censés soutenir ! Aux yeux du président et de ses hauts dirigeants, les limites imposées par les fondateurs au

gouvernement—limites qui protègent la nation des effets de la nature humaine—sont des *obstacles* les empêchant de refaire la nation selon leurs propres idéaux pervers (article, page 6).

Cette pensée n'est pas exclusive au 21^{ème} siècle. Le président de Hillsdale College, Larry Arnn, fait remarquer que les graines de cette pensée anti-loi ont été semées il y a un siècle par Woodrow Wilson, qui a vu les doctrines de la Constitution sur un gouvernement limité comme *obsoletés*. « Wilson a soutenu que le progrès et l'évolution avaient porté les êtres humains à une place et à un moment où on n'a pas à s'embêter avec un gouvernement limité », a dit L. Arnn. « Il a rejeté ce que les fondateurs ont identifié comme une nature humaine figée ou invariable, et pensait qu'on devrait être dirigé par une élite qui ne soit pas soumise aux forces politiques, ou au contrôle et à l'équilibre constitutionnels—une classe de gens comme celle que l'on trouve dans notre bureaucratie moderne. Cette forme de gouvernement fonctionnerait au-dessus des politiques, agissant, de manière impartiale, conformément à la raison » .

Voici le point crucial. Cette façon de penser *fait confiance* à la nature humaine et au raisonnement humain. Elle ne voit rien qui mérite de la restriction. Elle est tellement confiante dans sa propre justesse qu'elle cherche à fonctionner *au-dessus de la loi*. Aujourd'hui, avec un gouvernement qui suit avec acharnement cette philosophie, on voit clairement les problèmes qui peuvent en résulter.

Rejeter la contrainte

Peu après l'élection de M. Obama, le rédacteur général de la *Trompette*, Gerald Flurry, a écrit sur ce sujet dans le numéro de janvier 2009 : « Les pères fondateurs ont créé la Constitution pour limiter le pouvoir du gouvernement parce qu'ils avaient vécu sous un tyran qui avait décidé, selon ses propres caprices, de ce qui était bon pour le peuple et de ce qui ne l'était pas. La Constitution leur a donné une certaine protection contre la nature humaine qui est méchante. Les fondateurs ont basé cette charte sur certains principes bibliques, et non pas seulement sur le raisonnement humain » .

Ce qui a commencé avec W. Wilson, et a fleuri sous Franklin Roosevelt, atteint maintenant son point culminant : dépasser les limites imposées par les fondateurs et augmenter perpétuellement le pouvoir du gouvernement comme garant de « droits positifs » .

Aujourd'hui, le gouvernement fédéral agit, par exemple, comme si les citoyens ont « droit » à des biens et services matériels—logement, éducation, soins de santé, abortifs—donnant au gouvernement l'obligation *de prendre les ressources d'autres citoyens* pour payer pour ceux-là. Cela représente une énorme expansion du pouvoir fédéral aux dépens des droits et des libertés individuels.

Le président contourne le processus démocratique avec une impunité croissante. La législature souffle au-delà de ses pouvoirs constitutionnellement établis, et agrandit continuellement ses prérogatives. Et le pouvoir judiciaire torture le langage de la Constitution pour y faire pénétrer de force des significations toujours plus bizarres, la mettant ainsi en conformité avec ses propres plans libéraux. Ces mouvements ne font que commencer—et prennent rapidement de la vitesse.

Ces dirigeants déshabillent le système constitutionnel par lequel le gouvernement lui-même est convenablement dirigé. Pourquoi ? *À cause de leur mauvaise compréhension fondamentale et fatale de la nature humaine.* Parce qu'ils rejettent le *besoin crucial* des gens de vivre soumis à la loi de Dieu et, dans ce cas, même à la loi du pays !

Essentiellement, cela ouvre la porte aux *abus même de pouvoir* que les fondateurs américains avaient fuis et avaient travaillé si diligemment à prévenir. Cela *détruit* l'autorité de la loi et la remplace par l'autorité des hommes. Finalement, le raisonnement humain règne en maître absolu. Le caprice du tyran tient lieu de loi.

La tyrannie du raisonnement humain

De peur que vous ne pensiez qu'il n'y ait aucune cause d'inquiétude que les circonstances puissent atteindre ce stade, considérez de nouveau la dernière décision de l'administration—non seulement rendant obligatoire le fait que tous les Américains reçoivent une couverture médicale mais également, dans la foulée, que les compagnies d'assurance couvrent les frais pour la stérilisation gratuite, la contraception et l'avortement provoqué.

Cette décision impose des contraintes stupéfiantes sur les compagnies privées, les plaçant à la merci de caprices gouvernementaux. Cela oblige les citoyens, individuellement, à souscrire des contrats qu'ils le veuillent ou non. Et cela réduit la valeur de la protection des Droits de l'homme sur le libre exercice de sa religion, contraignant quelqu'un qui désapprouve ces pratiques pour des raisons religieuses à mettre en péril ses croyances.

Pourquoi le président fait-il de tels mouvements d'envergure, sacrifie-t-il un tel pilier des libertés américaines ? Simplement parce qu'il croit que c'est la bonne chose à faire.

Les compagnies d'assurance qui réduisent le nombre de grossesses amélioreront les résultats, prétend le président. Ce nouveau règlement catalogue le contrôle des naissances—en incluant les stérilisations et les médicaments abortifs—de « soin préventif » . « Cela signifie des contrôles de santé gratuits, des mammographies gratuites, des vaccinations et d'autres services de base » , a expliqué M. Obama. « Nous nous sommes battus pour cela parce que cela sauve des vies et

fait faire des économies—aux familles, aux entreprises, au gouvernement, à chacun. C'est parce qu'il est beaucoup moins cher de prévenir une maladie que de la traiter » .

Il y a quelque chose de terrifiant dans ce raisonnement quand il est appliqué à *lavie humaine elle-même*

Beaucoup de gens croit—de manière correcte—que la vie humaine commence à la conception, et s'opposent vigoureusement aux médicaments qui induisent un avortement en début de grossesse. Avec cette loi, l'administration ne donne pas seulement la possibilité à une femme de prendre de telles drogues—elle *force* tous les contribuables à lui fournir indirectement des médicaments gratuitement. Et le président loue l'interruption de la grossesse—qui pourrait être le résultat d'un ovule fertilisé ou qui signifierait la présence d'un embryon humain—pour *l'économie réalisée*. Comme interrompre un cancer dans ses premières étapes.

Il a raison dans un sens : interrompre une grossesse est certainement *meilleur marché* que d'élever un enfant. La mort est *meilleur marché* que la vie. Ce président est solidement en faveur de l'avortement (ce qu'il appelle « droits de reproduction »). En tant que sénateur de l'État de l'Illinois, il a voté contre une interdiction de ce qui est appelé un abandon partiel à la naissance—et ensuite est allé une étape plus loin : *Il s'est opposé à un projet de loi destiné à protéger la vie d'un nouveau-né qui réussirait à échapper à cette horrible procédure*. Prenez un instant, si possible, pour imaginer ce que cela signifierait en réalité dans les murs d'une clinique d'avortement !

Maintenant, cet homme détient la plus haute position du pays, et dicte la loi sur les soins de santé de la nation. Son administration formule adroitement cette dernière obligation avec un langage noble comme « la santé de la femme » , les « soins préventifs » et les « services de reproduction » (comme si quelqu'un qui s'y oppose est *contre* la santé de la femme). C'est le produit de quelque pensée vraiment *ignoble*.

Comment peut-on expliquer autrement le fait que le gouvernement avance, de manière si impitoyable, contre des objections religieuses profondément ancrées comme si elles étaient tout à fait sans fondement, sapant des protections constitutionnelles et aliénant même des électeurs dans la procédure ?

En présentant avec insistance son programme social radical, le président est tellement convaincu de sa propre vertu, que rien de cela n'importe. Selon sa perspective, la doctrine vieille de plusieurs siècles d'une Église ayant un milliard de croyants est un point de vue marginal, et la liberté religieuse n'est qu'une secousse sur la route.

Où cela conduit

Il ne s'agit que d'un simple exemple *des dangers* posés par le rejet de l'autorité de la loi.

« Un président qui manque d'égards envers la Constitution ressemble à un cavalier qui déteste son cheval : il sera désarçonné, et la nation avec lui » , a dit le républicain Mike Pence, en septembre 2010.

Ce développement explosif rappelle la période la plus sombre dans l'histoire de l'ancien Israël—la période des juges. Comme la nation tournait le dos à Dieu et à Sa loi, elle a souffert de malédiction sur malédiction. L'Écriture utilise une simple description du climat moral et intellectuel de cette époque-là—un de ceux qui résonne singulièrement vrai aujourd'hui : « Chacun faisait ce qui lui semblait bon (Juges 21 : 25). »

Citant ce verset en 2001, M. Flurry écrit : « C'était la condition de nos ancêtres bibliques—juste avant que leur nation ne s'effondre, et qu'ils n'aillent en esclavage ! »

Attendez-vous à ce que l'histoire se répète. ■